



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

LIBAN
« Où est la porte ? »

index AI : MDE 18/008/2000

•
ÉFAI

•

LIBAN

« Où est la porte ? »

Lettre d'une délégation d'Amnesty International en visite au centre de détention de Khiam, dans le sud du Liban

Le 27 mai, Amnesty International a envoyé une délégation au Liban pour effectuer des recherches sur les préoccupations relatives aux droits humains dans le sud du pays avant et après le retrait des forces israéliennes de la « zone de sécurité ». Le 29 mai, accompagnés par d'anciens détenus, les délégués ont visité le centre de détention de Khiam, où plusieurs centaines de ressortissants libanais ont été incarcérés au fil des années, sans inculpation ni jugement. Les 144 derniers détenus avaient été libérés le 23 mai.

Cette lettre ouverte a été envoyée par les représentants du Secrétariat international ainsi que des sections tunisienne et norvégienne de l'Organisation.

Chers amis,

En début d'après-midi, le 29 mai, nous sommes arrivés au centre de détention de Khiam, situé sur une colline balayée par le vent qui domine la ville de Khiam et offre une vue magnifique sur les montagnes et les champs environnants du sud du Liban. Nous étions accompagnés de plusieurs anciens détenus, auxquels nous avons rendu visite chez eux dans la matinée dans les villages de Rmeish et d'Ainata.

Six jours seulement avant notre visite, cet établissement était encore un centre de détention effrayant avec ses histoires de torture, de dégradation et de désespoir. Les récits que nous avaient faits le matin même des détenus arrêtés tout récemment puis libérés le 23 mai ressemblaient à peu de choses près à ceux que nous avons entendus au fil du temps : les cagoules crasseuses, les interrogatoires impitoyables accompagnés de coups, les suspensions répétées à un pylône électrique, les aspersion d'eau et les électrochocs – auxquels était venu s'ajouter récemment, semblait-t-il, un détecteur de mensonges. Il y a encore seulement quelques mois, les détenus étaient parfois conduits en Israël à des fins

d'interrogatoire avant d'aller à Khiam, ou bien ils étaient emmenés de Khiam en Israël puis ramenés au centre de détention. Après avoir été interrogés, ils étaient placés en détention dans des cellules surpeuplées, sombres et sales. L'attente commençait, avec l'exposition minimale à la lumière du jour, la mauvaise nourriture et les rares contacts avec le monde extérieur – et encore ces contacts ne datent-ils que de quelques années.

Le pire, c'était la peur pour les proches qui étaient souvent arrêtés et maltraités afin de faire pression sur les détenus. Ceux-ci souffraient également de savoir qu'ils étaient retenus comme otages dans le cadre des échanges d'êtres humains ou de leurs dépouilles, auxquels se sont notamment livrés Israël et le *Hezbollah* (Parti de Dieu), et qui se poursuivent à ce jour. Hier encore, la Cour suprême israélienne examinait le cas de deux prisonniers libanais très connus qu'Israël détient ouvertement comme « *monnaie d'échange* » pour savoir ce que sont devenus des soldats israéliens portés disparus au Liban.

Tout à coup, vers midi le 23 mai, s'est produite la libération spectaculaire. Aucun gardien ne s'est montré avec les clés des cellules ; en fait, ils ont fui le centre pour rejoindre d'autres membres de la *Jaysh Lubnan al Janubi* (Armée du Liban-Sud, ALS) se pressant vers la frontière pour trouver refuge en Israël, tandis que les troupes israéliennes regagnaient elles aussi la frontière à la hâte. Au cours d'une scène rappelant quasiment une autre époque, on nous a dit que les gens de Khiam, stimulés par le retrait précipité et confus de l'armée israélienne, s'étaient rendus au centre de détention pour exiger la libération des prisonniers. Les gardiens de l'ALS ont négocié leur propre départ puis ont quitté les lieux, laissant beaucoup de choses derrière eux, sans que personne ne soit blessé. Les détenus ont entendu des cris et quelques tirs (en l'air), mais ils ne savaient pas ce qui se passait. Certains craignaient que des gens ne soient exécutés :

« Nous nous sommes approchés de la fenêtre de notre cellule pour essayer de mieux entendre, car nous ne comprenions pas ce qui se passait. On entendait des cris et des tirs. Ensuite, nous avons vu un garçon dehors. Il a dit : "Où est la porte ?" À ce moment-là, nous avons su que nous étions libres. »

Milice supplétive d'Israël dans le sud du Liban.

Utilisant tous les instruments à leur disposition, les gens de Khiam ont abattu les portes du centre pour faire sortir les détenus, dans une atmosphère de chaos et d'excitation retransmise par la télévision. Les 144 derniers détenus sont sortis, beaucoup laissant leurs rares affaires sur place. Pour la première fois, ils pouvaient regarder sans terreur les lieux et certains instruments de torture abandonnés par l'ALS lors de sa fuite. D'anciens prisonniers étaient à nos côtés lorsque nous avons vu les cagoules crasseuses, éparpillées, dont beaucoup étaient faites d'un tissu épais de couleur bleue. Nous avons aussi vu une grille de métal, accrochée grossièrement sur un mur, dans une salle qu'on nous a décrite comme la principale salle d'interrogatoire – au pied de l'une des tours de guet, ce qui rappelait aussi une autre époque. Les prisonniers Nima Daqduq et De Gaulle Butros nous ont montré comment ils étaient attachés à la grille et roués de coups. C'est là que la machine à électrochocs était apparemment gardée, même si elle n'y est plus, ce qui n'est peut-être pas étonnant.

Ils nous ont également emmenés jusqu'au pylône électrique placé dans une petite cour fermée, où un très grand nombre de détenus, en sous-vêtements, une cagoule sur la tête, ont été attachés, battus ou aspergés d'eau. Pendant que les anciens prisonniers, debout à côté du pylône, nous racontaient ce qu'ils avaient vécu, d'autres visiteurs se sont réunis autour de nous pour écouter, et beaucoup étaient visiblement émus. Les prisonniers eux-mêmes étaient troublés : c'était le cas de Najwa Semhat, qui revenait sur ces lieux pour la première fois depuis sa libération, six jours plus tôt, avec sa fille et son mari (un ancien détenu), surtout lorsqu'elle se retrouva face à sa cellule avec des souvenirs bien trop récents. Mais tous ont fait preuve d'un courage incroyable, nous racontant patiemment ce qui leur était arrivé, répétant souvent leur histoire à des journalistes et à d'autres personnes parmi les centaines ou les milliers venues voir le centre de détention.

Pour les anciens détenus, il doit être difficile de prendre conscience du fait qu'ils sont maintenant libres, que le cauchemar de Khiam est terminé. Tout s'est passé tellement vite. Au milieu des vêtements, de la nourriture et des objets éparpillés dans son ancienne cellule, Muhammad Jamil a trouvé un morceau de broderie qu'il avait fabriqué ; De Gaulle Butros a ramassé un dessin réalisé sur un mouchoir en papier : des petites choses, mais primordiales, qui avaient pris de l'importance dans la vie des prisonniers.

C'était un jour extraordinaire et émouvant, avec de nombreuses scènes incongrues ainsi que des sentiments forts et mitigés. D'un côté, une atmosphère de fête, des enfants qui agitent des drapeaux, surtout ceux du *Hezbollah* et du *Harakat Amal* (Mouvement de l'espoir), qui jouent dans l'épave d'un véhicule militaire abandonné dans la cour centrale et qui profitent des rafraîchissements proposés par des vendeurs à l'entrée du centre de détention. De l'autre, d'anciens prisonniers, accompagnés de leur famille ou seuls, qui racontent leur histoire, se croisent, se reconnaissent et s'embrassent lors de scènes poignantes, retenant souvent leurs larmes. Et on aperçoit parfois dans la foule des responsables du gouvernement libanais, des dignitaires religieux ou des cadres de partis politiques.

Bien que les traces de son terrible passé soient encore fraîches, Khiam fait déjà partie de l'histoire. Les émotions que nous avons ressenties et partagées avec d'autres étaient un sentiment de soulagement, voire de fête, car quelque chose de terrible avait définitivement pris fin. En même temps, nous savions que l'euphorie ne durerait pas, car dans les semaines et les mois à venir, les prisonniers devront recommencer leur vie loin des projecteurs, faire face à des problèmes de santé et à des difficultés d'ordre économique ou autre. Un chapitre est clos, mais un autre est déjà entamé, plus intime et plus difficile pour les prisonniers et leur famille. Amnesty International continuera à leur apporter son aide.

La solidarité internationale sera essentielle pour que les victimes de Khiam reçoivent un minimum de soutien concret et psychologique. Nous avons mesuré l'effet bien réel de la solidarité lorsque les prisonniers ont entendu, certains pour la première fois, que des gens de différents pays – dont des pays qu'ils associent à leurs anciens tortionnaires – avaient fait campagne pendant des années en leur faveur et qu'ils veulent continuer à les aider.

En ce qui nous concerne, c'est à ce moment-là que nous avons senti pleinement le rôle d'Amnesty International. Nous avons montré des exemplaires de nos actions et de nos rapports, depuis la première Action urgente datant de novembre 1985

jusqu'à la dernière Action urgente diffusée une semaine seulement avant la libération des prisonniers, en passant par le principal rapport de 1992. Nous avons quelques-unes des centaines de lettres reçues des autorités israéliennes, qui affirmaient qu'elles ne pouvaient pas les transmettre à l'ALS ou, en tout cas, qu'elles n'avaient rien à voir avec le centre de détention. Les détenus n'ont jamais reçu une seule lettre et ils ignoraient que des membres d'Amnesty International et d'autres personnes agissaient en leur faveur dans le monde entier.

Vers la fin de notre visite, nous avons donné aux anciens prisonniers une lettre qu'un groupe des Actions urgentes de l'université de Cornell (États-Unis) avait envoyée en 1985 au commandant de l'ALS via Israël. La lettre avait été retournée par les autorités israéliennes au motif qu'elles ne pouvaient pas la transmettre – une situation qui allait se reproduire au fil des années. À présent, cette lettre encore fermée se trouvait à Khiam grâce aux délégués d'Amnesty International. Les prisonniers l'ont ouverte sous les fils barbelés de la cour d'exercice. L'un d'eux, Muhammad Jamil, l'a lue à haute voix en anglais. Il s'agissait d'un appel en faveur d'une protection contre la torture et les détentions arbitraires. Un autre prisonnier que nous avons rencontré s'est révélé être l'un de ceux dont la photographie illustre la couverture du rapport sur Khiam publié en 1992. Il a pris délicatement son exemplaire en nous remerciant, tandis que nous lui demandions comment il allait et que nous notions son adresse. Amnesty International restera en contact avec lui.

Au-delà de la réalité des prisonniers, il y a celle des anciens geôliers et de leurs supérieurs. Les crimes commis à Khiam sont parmi les plus graves atteintes aux droits humains et violations du droit international humanitaire – en bref, des crimes de guerre. Plusieurs centaines de membres de l'ALS ont été arrêtés, parmi lesquels certains sont peut-être impliqués dans les crimes perpétrés à Khiam. Si le Liban est en droit de faire preuve de clémence à leur égard, voire de leur pardonner d'avoir pris les armes aux côtés d'Israël, il ne devrait pas y avoir d'amnistie générale pour les graves atteintes qu'ils ont perpétrées. Ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis des actes de torture ou d'autres crimes graves devraient être jugés au cours de procès équitables au termes desquels aucune condamnation à mort ne serait prononcée.

À côté de la responsabilité de l'ALS, il y a celle de l'État d'Israël, qui est tenu de rendre des comptes au sujet des détentions arbitraires, des actes de torture et d'autres violations perpétrées à Khiam. Les dénégations répétées n'ont jamais convaincu et visaient davantage à dissocier Israël des pires excès dont Khiam était le théâtre, des excès que les responsables n'ignoraient pas.

L'an dernier, dans le cadre d'une affaire examinée par la Haute Cour et découlant en partie des informations fournies par Amnesty International, Israël avait reconnu avoir payé et entraîné les gardiens de l'ALS, et même que son personnel apportait son concours lors des tests réalisés au détecteur de mensonges. Najwa Semhat nous a dit qu'elle avait été conduite en Israël en janvier dernier, pour y être interrogée pendant quelques heures avant d'être ramenée à Khiam. Il est certain que le sort des soldats israéliens portés disparus au Liban doit être élucidé et que les responsables présumés de toute atteinte aux droits humains commise à leur encontre doit être obligé de rendre des comptes (il semble que l'un des soldats, Ron Arad, ait été détenu jusqu'à un an par une milice libanaise avant de

« *disparaître* »). Mais cela ne justifie en rien les violations des droits humains perpétrées par Israël.

Parmi les changements rapides et complexes auxquels on assiste dans le sud du Liban depuis quelques jours, une chose est sûre : une bonne partie du travail commence aujourd'hui, pour les membres d'Amnesty International comme pour les autres personnes sensibilisées aux droits humains, où qu'elles se trouvent.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre LEBANON Where is the door ? Letter from an Amnesty International delegation visiting Khiam detention centre in South Lebanon. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mai 2000.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :